

CHRONIQUE
Natacha Polony

Les taupes du communautarisme américain

L'Europe est un continent d'oppression. Aveugles que nous sommes, nous nous imaginions avoir, après les tragédies du XXe siècle, construit une société à peu près préservée des horreurs que peut inventer l'être humain, et même avoir développé une forme de liberté et d'épanouissement des individus qu'aucune époque et aucun autre lieu n'ont connue. Une tribune publiée dans *La Libre Belgique* le 2 août entend nous dessiller. L'Europe discrimine « *les femmes musulmanes* ». L'identité des signataires, outre qu'elle nous apprend le nombre impressionnant d'associations qui semblent trouver très secondaires l'incarcération en Arabie saoudite d'un blogueur condamné à mille coups de fouet pour athéisme, la criminalisation de l'apostasie en Égypte ou les pressions exercées sur les femmes tunisiennes pour qu'elles se voilent, nous prouve qu'il existe de plus en plus de figures, dont la plus médiatique est la chroniqueuse Rokhaya Diallo, pour s'investir dans la remise en cause obstinée de tous les fondements de la laïcité européenne, et en particulier française.

Le plus frappant est l'accumulation de tous les syllogismes habituels en la matière, pour démontrer que les pays de l'Union européenne cibleraient, par racisme bien sûr, et par sexisme puisqu'il ne faut négliger aucun argument porteur, les « musulmanes », sorte d'entité globale qui ne souffre apparemment aucune expression individuelle. Le raisonnement est simple : il existe des législations en Europe qui limitent le port de signes religieux. Elles ont une conséquence sur les musulmanes qui portent le voile. Conclusion : ces législations discriminent volontairement les femmes musulmanes. La preuve, « *ces restrictions sont souvent adoptées suite à des débats publics houleux sur les tenues vestimentaires de femmes musulmanes et sur la présence des musulmans en Europe* ». Merveille de malhonnêteté intellectuelle : des groupes activistes ou des individus soucieux d'affichage identitaire provoquent une polémique en cherchant à rompre le consensus social autour des usages et des modes de vie, la société est obligée de clarifier juridiquement des règles jusque-là implicites, et voilà que l'affaire devient un scandaleux ciblage de certaines populations, la preuve d'une islamophobie congénitale européenne. Mieux, ce sont les sociétés européennes qui sont accusées de sexisme, et non une idéologie qui entend montrer par un morceau de tissu le contrôle du corps des femmes et l'obligation de « pudeur » qui leur est faite.

Pourtant, cette tribune marque une avancée dans le combat idéologique que mènent ces associations et groupuscules contre la laïcité dans sa dimension européenne et plus particulièrement française. Pour la première fois est explicitement visée, non pas telle ou telle polémique estivale sur les tenues de plage, ou tel différend autour du règlement intérieur d'une entreprise, mais bien la neutralité de l'État et de ses agents, telle que la prescrit la loi de 1905. Mais ce qui doit nous alerter, c'est bien la rhétorique employée pour faire passer cette remise en cause majeure de notre consensus politique et social pour un rétablissement de la justice et de l'égalité. Tout le vocabulaire de la propagande communautariste est là, dans ces vœux pour une Europe « inclusive », une Europe de la « non-discrimination »... Un vocabulaire directement importé des États-Unis.

Car le véritable nœud du problème est là : la guerre que mènent ces activistes obsédés par les races et les différences, contre l'universalisme hérité des Lumières, est le parfait produit du *soft power* américain. Tous ces militants ont d'ailleurs généralement bénéficié de formations pour assimiler la rhétorique communautariste, et leurs associations sont généreusement subventionnées par des fondations américaines soucieuses de répandre sur l'ensemble de la planète la merveilleuse *pax americana*, à l'image de l'Open Society Justice Initiative, financée par le milliardaire américain George Soros, qui a donc porté les « restrictions vestimentaires imposée aux femmes musulmanes » devant la Commission des droits de la femme et de l'égalité entre les genres du Parlement européen. Du lobbying culturel et juridique parfaitement orchestré. Et parfois soutenu par la machine d'État américaine puisque au lendemain de l'attentat de *Charlie Hebdo* Barack Obama s'était fendu d'un discours pour expliquer que la France payait les discriminations qu'elle inflige à ses populations immigrées...

Par petites touches, pied à pied, ces militants sont en train d'importer en Europe le modèle communautariste anglo-saxon qui est en fait le corollaire culturel du néolibéralisme économique : des individus et des communautés juxtaposés dans un même espace, sans aucun lien ni aucune valeur en commun, sous la seule régulation du droit et du marché organisés au profit de multinationales déterritorialisées, dans un espace mondial globalisé, indifférencié, pour que, à quelque communauté qu'il appartienne, un individu communie avec ses semblables dans la trilogie baskets-soda-smartphone.

Un des combats de l'Europe sera, dans les années à venir, de maintenir son modèle universaliste. Encore faut-il que l'Union européenne ne soit pas, par sa porosité aux lobbys, le cheval de Troie de la globalisation néolibérale.

ENTRE GUILLEMETS

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

11 août 1297 : canonisation de Louis IX qui devient Saint Louis RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER,



Jacques Bainville
dans *Petite Histoire de France*

Ce qu'il aimait le plus, c'était la justice. Aussi était-il juste en tout et avec tous. Mais il n'était pas faible pour cela, car la vraie justice veut aussi que les méchants soient punis

Anniversaire d'Amiens : « On ne bâtira pas le nouveau monde sur l'oubli de l'ancien »

PROPOS RECUEILLIS PAR
EUGÉNIE BASTIÉ @EugenieBastie

LE FIGARO. – Vous vous êtes dit « choqué » par l'absence de l'exécutif à la commémoration de la bataille d'Amiens. Pourquoi ?

Jean-Louis BOURLANGES. – Oui, j'ai été choqué, car je sais à quel point les Britanniques ont été durablement marqués par les sacrifices immenses qu'ils ont consentis en Picardie pour la défense de notre sol pendant la Première Guerre mondiale. La bataille de la Somme, en 1916, a été sans doute l'engagement le plus meurtrier de toute leur histoire et il est difficilement admissible de nous voir traiter cette immense contribution à la défense de notre territoire avec une légèreté qui confine à l'indifférence.

Faut-il y voir la trace du Brexit qui a éloigné nos deux pays ?

Je ne pense pas. Même si nous sommes meurtris de les voir quitter l'Union européenne, je ne crois pas que nous soyons engagés les uns et les autres dans un processus de séparation progressif et fatal. En tout cas, c'est un risque à ne pas courir. Les Français, y compris les plus attachés à la construction européenne comme moi, ne peuvent ignorer que nous avons, de part et d'autre de la Manche, un intérêt puissant à maintenir des liens commerciaux, culturels et politiques aussi étroits et « cordiaux » que possible. Raison de plus pour éviter des malentendus blessants comme celui d'Amiens.

En quoi le traitement de la mémoire de la Première Guerre mondiale est-il différent au Royaume-Uni par rapport à la France ?

Nos soldats sont morts pour notre sol. Les soldats britanniques sont tombés, et en masse, pour défendre le sol de leurs alliés. Ils ont toujours eu le sentiment d'en avoir fait beaucoup pour les autres dans cette affaire. D'où leur réticence à nous accompagner dans les années 1930 dans la résistance à Hitler. D'où aussi leur extrême sensibilité à notre manque de reconnaissance. Plus généralement, je constate que nous avons les uns et les autres l'amour de la gloire et le respect de nos morts. Les Britanniques ont peut-être la fierté du passé moins expansive et mieux contrôlée que chez nous. Ils ont en tout cas un culte de leurs morts particulièrement exigeant et c'est à leur honneur. Tous les élus portent au jour du souvenir un coquelicot à la boutonnière. Nous gagnerions à les suivre sur ce point.

Le rapport à la mémoire d'Emmanuel Macron vous paraît-il désinvolte ?

On peut voir dans la gestion de cette affaire une certaine désinvolture. Pourtant, ce n'est pas le mot qui vient spontanément à l'esprit s'agissant des rapports du président de la République avec l'Histoire, avec ce que Régis Debray appelle « Madame H ». Je parlerais plutôt d'ambivalence. D'un côté, il y a une vraie sensibilité au passé de la France, y compris, et c'est heureux, à un Ancien Régime que la gauche avait tendance à considérer comme une préhistoire plutôt ténébreuse. Jean-Michel Blanquer est d'ailleurs bien conscient de cette dimension nécessaire du projet présidentiel et paraît très soucieux de faire toute sa place à la connaissance et à l'intelligence de notre passé. D'un autre côté, en revanche, on sent la tentation, au sein de La République en marche, en particulier, de tourner la page du passé, de bâtir un nouveau monde qui ne devrait rien à l'ancien et de construire l'avenir sur une amnésie collective généralisée. Hannah Arendt avait dans un livre déjà ancien, *Between Past and Future*, décrit la tendance fondamentale de nos sociétés à concevoir le présent comme une sorte de « brèche » coupée du passé et par là même de l'avenir. Elle y avait vu une dérive dangereuse et elle avait raison.

Le passé n'est-il pas l'angle mort de l'exhortation au nouveau monde que professe le macronisme ?

Oui, sans aucun doute. Au début de la campagne présidentielle, j'avais expliqué sur le site Telos, qu'Emmanuel Macron avait le choix entre deux modes d'organisation de notre vie publique en général et de sa majorité en particulier. Soit il construisait un parti politique d'un type inédit, arraché à notre histoire politique et entièrement tourné vers un avenir à inventer, un « parti des vaisseaux brûlés » en quelque sorte, soit il organisait à partir des familles politiques existantes ou de leurs démembrements – les sociaux-libéraux issus de LR et de leurs anciens alliés modérés, les sociaux-démocrates issus du PS et les centristes à dominante démocrate-chrétienne issus du MoDem – une majorité plurielle « à l'allemande », respectueuse des legs de notre histoire politique, une « majorité des rivières souterraines » revenues à la surface dans le cadre d'une formule inédite de conjonction des centres. On a bâti une cote mal taillée entre ces deux formules en plaçant le « parti du nouveau monde » en position dominante mais pas exclusive, tout en le flanquant d'un parti enraciné dans l'histoire du centre, le MoDem, et en lui intégrant par ailleurs tous les macroniens qui venaient de la France d'hier et qui ne savaient pas où planter leur tente. Je ne suis pas sûr rétrospectivement que ce compromis de fortune entre le nouveau et l'ancien ait été le meilleur qui se puisse concevoir, même s'il permet au gouvernement de gouverner tranquille, ce qui est déjà ça ! ■

JEAN-LOUIS BOURLANGES

Le député (MoDem) des Hauts-de-Seine s'afflige de l'absence d'Emmanuel Macron à la célébration du centenaire de la bataille d'Amiens, où étaient présents le prince William et Theresa May pour commémorer le sacrifice des soldats britanniques.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Arnaud de La Grange (International), Étienne de Montety

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard

FIGAROMEDIAS
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Ecoprint Casablanca Maroc. ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
6 pages
Sur certaines éditions